

Sous pression des parents, des enseignants et de députés, le Département de l'instruction publique ne ferme plus la porte à une réforme du calendrier des vacances.

L'école genevoise se contentera-t-elle d'instaurer des ponts après le Jeûne genevois et l'Ascension? Ou entreprendra-t-elle une véritable refonte du calendrier des vacances? En janvier passé, la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta présentait une enquête réalisée par le Service de la recherche en éducation (Sred) auprès de 2500 familles, globalement satisfaites à 81% de l'organisation actuelle des vacances. Nulle nécessité de réformer le système, avait donc tranché la ministre chargée de l'Instruction publique (DIP). Elle annonçait toutefois l'intention du DIP d'instaurer les ponts susmentionnés, une demande émanant de 80% des sondés.

Aujourd'hui, le ton est moins catégorique: le département se dit ouvert au dialogue au sujet d'une refonte plus large du calendrier. Le 19 juin dernier, il s'est réuni avec les associations d'enseignants et de parents pour évoquer les suites à donner à l'enquête du Sred. La question des ponts a été abordée, ainsi que la nécessité de rattraper ces deux jours à un autre moment de l'année.

«Ce rattrapage pouvant avoir comme conséquence un mouvement des dates des vacances scolaires, le DIP a ouvert le dialogue sur cette question, ceci d'autant plus que des objets parlementaires ont été déposés à ce sujet durant ces deux dernières années», nous répond le département dans un mail. Ainsi, une motion des Verts invite le Conseil d'Etat, «dans la perspective de mieux répartir les périodes de travail et de repos, à fixer une semaine de vacances scolaires décalquée de la fête de Pâques, fluctuante». Une autre, du PLR, demande quant à elle de faire passer le congé pascal de 10 jours à deux semaines et à accorder les ponts du Jeûne genevois et de l'Ascension. Ces jours supplémentaires seraient compensés par une semaine de vacances en moins en été. Une façon pour le PLR de répondre à la trop longue durée d'école, jusqu'à treize semaines, qu'il y a parfois entre les vacances de Pâques et celles d'été, et qui a un impact négatif sur les élèves en termes de fatigue.

## Des élèves fatigués à la fin de l'année

Raccourcir cette durée est la principale demande des enseignants, selon une prise de température que la Société pédagogique genevoise (SPG) a faite auprès de ses 1400 membres, dont 350 ont répondu. «Les ponts du Jeûne genevois et de l'Ascension ne sont pas une requête, ajoute le président Laurent Vité. Tandis qu'une moitié des répondants se dit satisfaite de l'organisation actuelle des vacances et une moitié pas.»

«Le DIP n'a même pas recueilli l'avis des enseignants, qui sont pourtant les mieux placés pour parler des conséquences du calendrier sur l'apprentissage des élèves et sur leur propre enseignement», réagit Anne Thorel Ruegsegger, coordinatrice de la Fédération des associations de parents d'élèves de l'école obligatoire (Fapéo). La faïtière, ainsi que les associations professionnelles, avaient pourtant demandé une «véritable réflexion» allant au-delà de «questions posées entre 18h et 20h à des parents n'ayant pas forcément réfléchi à la problématique ou qui ont adapté leur organisation au calendrier actuel».

## Parents et profs main dans la main

Pour la coordinatrice, la discussion doit se recentrer sur l'optimisation des rythmes d'apprentissage et est trop complexe pour être abordée par le petit bout de la lorgnette – un reproche adressé aux motions comme au DIP. «Instaurer simplement des ponts, qui ne changeraient rien à la fatigue des élèves à la fin de l'année, ne nous intéresse pas. Pour les rattraper, il faudrait commencer la rentrée scolaire au milieu de la semaine, cela ne fait pas sens. Tout comme faire le pont du jeûne Genevois juste une semaine après le début de l'école. Enfin, qui pourra profiter de ces congés? Les familles aisées.»

Que propose la Fapéo? Trop tôt pour le savoir. Elle prépare avec les associations d'enseignants une prise de position commune, qui doit être adressée au plus tard fin octobre. De même, le timing est impossible à prévoir. En cas de refonte ambitieuse, il faudrait ouvrir largement la consultation, car tous les secteurs de la société seraient touchés, en particulier l'économie.